



**CONVOCAATION**  
pour les séances publique et plénière du  
**mardi 29 novembre 2022**  
**à 14h30**

---

**ORDRE DU JOUR**

---

**SÉANCE PUBLIQUE**

- 1) **60.807**      Projet de loi portant modification du Code de la consommation aux fins de transposition de la directive (UE) 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs  
  
(doc. parl. 7904)
- 2) **61.062**      Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021  
  
(doc. parl. 8021)
- 3) **61.063**      Projet de loi portant approbation de la « Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance » et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021  
  
(doc. parl. 8023)
- 4) **61.065**      Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé  
  
(doc. parl. 8026)
- 5) **61.109**      Proposition de loi modifiant la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État  
  
(doc. parl. 8046)
- 6) **61.161**      Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine  
  
(doc. parl. 8075)
- 7) **61.162**      Projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer  
  
(doc. parl. 8073)
- 8) **61.167**      Projet de loi relative à la concurrence et portant :  
1° organisation de l'Autorité nationale de concurrence ;

- 2° modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
- 3° modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;
- 4° modification de la loi modifiée du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers ;
- 5° modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
- 6° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit ;
- 7° modification de la loi du 5 mars 2021 relative à certaines modalités de mise en œuvre du règlement (UE) n° 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne ;
- 8° modification de la loi du 1<sup>er</sup> juin 2021 sur les relations entre entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire

(doc. parl. 7479A)

- 9) 61.213**      Projet de loi instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals et modifiant la loi du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel

(doc. parl. 8088)

## SÉANCE PLÉNIÈRE

### Projets et propositions de loi

- 1) 52.752**      Projet de loi portant modification :
- 1° du Code de procédure pénale en ce qui concerne la fouille de personnes ;
  - 2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
  - 3° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie
- (Amendements parlementaires du 21 octobre 2022)*

(doc. parl. 7259)

- 2) 60.104**      Projet de loi portant modification :
- 1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
  - 2° de l'article 2045 du Code civil ;
  - 3° de la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping ;
  - 4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;
  - 5° de loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
  - 6° de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;
  - 7° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;
  - 8° de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics ;
  - 9° de loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

*(Amendements gouvernementaux du 17 novembre 2022)*

(doc. parl. 7514)

- 3) **60.652**      Projet de loi portant sur la modification :  
1° du Code de la sécurité sociale ;  
2° du Code du travail ;  
3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;  
4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux  
*(Amendements gouvernementaux du 28 juillet 2022)*  
(doc. parl. 7828)
- 4) **60.906**      Projet de loi portant règlement des conflits d'attribution et portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour Constitutionnelle  
*(Amendements parlementaires du 5 octobre 2022)*  
(doc. parl. 7960)
- 5) **60.993**      Projet de loi relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau  
*(Amendements parlementaires du 3 octobre 2022)*  
(doc. parl. 7995)
- 6) **61.042**      Proposition de loi modifiant  
1. la loi modifiée du 22 août 2003 instituant un médiateur ;  
2. la loi du 28 juillet 2011 portant 1. approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006, 2. approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits des personnes handicapées relatif au Comité des droits des personnes handicapées, fait à New York, le 13 décembre 2006, 3. désignation des mécanismes indépendants de promotion, de protection et de suivi de l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées ;  
3. la loi du 19 décembre 2008 modifiant : 1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension ; 2. le Code de la Sécurité sociale ; 3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État ; 4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'institutions internationales ; 5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ; 6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;  
4. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;  
5. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;  
6. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;  
7. la loi du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022  
(doc. parl. 8038)
- 7) **61.084**      Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2021  
(doc. parl. 8039)

- 8) 61.119** Proposition de loi sur la responsabilité pénale des membres du Gouvernement, portant mise en œuvre partielle de l'article 82 de la Constitution et abrogation de l'article 40, alinéa 1<sup>er</sup>, point 2) de la loi modifiée du 7 juin 1980 sur l'organisation judiciaire  
(doc. parl. 8049)
- 9) 61.127** Projet de loi sur les référendaires de justice et portant modification de :  
1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;  
2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;  
3° la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;  
4° la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour Constitutionnelle ;  
5° la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;  
6° la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise  
*(Amendements parlementaires du 9 novembre 2022)*  
(doc. parl. 7863A)
- 10) 61.204** Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés pour personnes âgées et centres psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique  
*(Amendement parlementaire du 17 novembre 2022)*  
(doc. parl. 8087)
- 11) 61.214** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19  
(doc. parl. 8091)
- 12) 61.228** Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2020 autorisant la participation de l'État au financement des mesures prises en charge par l'assurance maladie-maternité dans le cadre de la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020  
(doc. parl. 8097)
- 13) 61.229** Projet de loi modifiant l'article 48 sub B de la loi modifiée du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre  
(doc. parl. 8100)
- 14) 61.239** Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine  
(doc. parl. 8102)

### **Projets de règlement grand-ducal**

- 15) 61.106** Projet de règlement grand-ducal fixant les modalités de participation des parties prenantes, prévue par la loi du 2 novembre 2021 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions

**16) 61.108**

Projet de règlement grand-ducal portant abrogation

- 1° de l'arrêté royal grand-ducal du 30 novembre 1854 concernant l'exécution de la loi sur les denrées alimentaires ;
- 2° de l'arrêté royal grand-ducal du 20 décembre 1855 concernant les denrées alimentaires ;
- 3° de l'arrêté royal grand-ducal du 23 décembre 1856 concernant les denrées alimentaires ;
- 4° de l'arrêté grand-ducal du 13 janvier 1893 concernant la franchise de port des correspondances de service des experts-inspecteurs des viandes ;
- 5° de l'arrêté de la Régente du 2 février 1909 portant règlement des étaux des bouchers et des ateliers de charcuterie ;
- 6° de l'arrêté du 4 février 1915 concernant les prix maxima de vente de denrées alimentaires ;
- 7° de l'arrêté du 5 mars 1915 concernant les prix maxima de vente de denrées alimentaires ;
- 8° de l'arrêté grand-ducal du 13 juillet 1915 portant règlement sur les poursuites administratives en matière de recouvrement du prix des approvisionnements et denrées de toutes espèces fournis par le Gouvernement aux communes, établissements publics et particuliers resp. par les communes aux établissements publics et particuliers ;
- 9° de l'arrêté grand-ducal du 4 août 1916 concernant la fabrication et le commerce des succédanés de denrées et boissons alimentaires ;
- 10° de l'arrêté du 11 décembre 1916 concernant le transport de conserves de viande ;
- 11° de l'arrêté grand-ducal du 23 janvier 1917 concernant la répression des tentatives d'infractions aux arrêtés pris en matière de ravitaillement ainsi que la confiscation de l'objet des infractions ;
- 12° de l'arrêté grand-ducal du 9 janvier 1919 conférant la personnification civile au Comité central d'alimentation du Grand-Duché de Luxembourg ;
- 13° de l'arrêté grand-ducal du 23 août 1919 portant institution de commissions locales pour la fixation des prix de vente des produits et denrées alimentaires ;
- 14° de l'arrêté grand-ducal du 13 septembre 1919 concernant la fixation de prix normaux pour la vente de produits et objets de première nécessité ;
- 15° de l'arrêté du 13 septembre 1919 portant institution d'une commission spéciale pour la fixation de prix normaux ;
- 16° de l'arrêté grand-ducal du 16 mars 1933 portant modification de la franchise de port dont jouissent les experts-inspecteurs des viandes ;
- 17° de l'arrêté grand-ducal du 31 mai 1935 sur la spéculation illicite en matière de denrées et marchandises, papiers et effets publics ;
- 18° de l'arrêté grand-ducal du 28 décembre 1936, concernant la protection du « Roquefort » ;
- 19° de l'arrêté grand-ducal du 29 août 1939, concernant la constitution et le maintien de stocks en vue du ravitaillement ;
- 20° de l'arrêté du 17 juin 1940, concernant la création d'un Office des produits textiles et du cuir ;
- 21° de l'arrêté du 22 juin 1940, concernant l'interdiction de la vente et du débit de crème fouettée ;
- 22° de l'arrêté du 29 juin 1940, concernant le recensement des stocks de laine brute ;
- 23° de l'arrêté du 2 juillet 1940, concernant la fixation des taux de rationnement des denrées alimentaires ;

- 24° de l'arrêté du 8 août 1940 concernant les articles textiles (« Beschluss vom 8. August 1940, betreffend Bezugscheine auf Leinen und Bettzeug ») ;
- 25° de l'arrêté du 17 septembre 1940 de la Commission Administrative relatif à la livraison obligatoire de lait et de produits laitiers (« Beschluss vom 17. September 1940 betreffend Milch- und Butterablieferungspflicht und Sahneherstellungsverbot ») ;
- 26° de l'arrêté du 17 septembre 1940 concernant l'approvisionnement du beurre (« Beschluss vom 17. September 1940 betreffend Buttererfassung und Butterverteilung ») ;
- 27° de l'arrêté du 18 septembre 1940 de la Commission administrative relatif au rationnement des denrées alimentaires (« Beschluss vom 18. September 1940 über die Neuordnung der Lebensmittelbewirtschaftung ») ;
- 28° de l'arrêté du 27 septembre 1940 concernant l'approvisionnement des savons et des détergents (« Beschluss über die Verbrauchsregelung für Seifenerzeugnisse und Waschmittel aller Art, vom 27. September 1940 ») ;
- 29° de l'arrêté grand-ducal du 11 août 1944 permettant au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires à l'approvisionnement du pays

**17) 61.141**      Projet de règlement grand-ducal déterminant le contenu de la transmission des délibérations du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins soumises à la transmission obligatoire à l'approbation

**18) 61.146**      Projet de règlement grand-ducal

- 1° fixant les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les biocarburants, les bioliquides et les combustibles issus de la biomasse ; et
- 2° abrogeant le règlement grand-ducal modifié du 27 février 2011 fixant les critères de durabilité pour les biocarburants et bioliquides

**19) 61.166**      Projet de règlement grand-ducal portant abrogation

- 1° de l'arrêté grand-ducal du 19 juillet 1905, portant publication de la convention signée le 14 mai 1904 entre le Grand-Duché et l'Empire allemand au sujet de l'admission réciproque à la libre circulation de la viande destinée à la consommation humaine ;
- 2° de l'arrêté grand-ducal du 21 septembre 1911, approuvant l'arrangement du 15 du même mois, entre le Grand-Duché et l'Empire allemand au sujet de la constitution d'une communauté d'impôt en matière de droit de consommation sur les acides acétiques ;
- 3° de l'arrêté grand-ducal du 21 janvier 1916, concernant le débit et la consommation des denrées et marchandises importées par les soins du Gouvernement, notamment du saindoux et des pâtes alimentaires ;
- 4° de l'arrêté grand-ducal du 26 avril 1916, prescrivant un relèvement des quantités de sucre de consommation ;
- 5° de l'arrêté grand-ducal du 20 mai 1916, conférant au Gouvernement un droit de préemption sur le bétail de boucherie, les vivres et les objets d'un usage quotidien ou de première nécessité pour lesquels des prix maxima sont ou seront fixés ;
- 6° de l'arrêté grand-ducal du 14 août 1916, ordonnant un recensement des provisions de viande séchée ou fumée, de lard, de saindoux et de saucissons séchés ou fumés, qui sont logées dans les magasins et dépôts des exploitants d'un étal de produits de boucherie ;
- 7° de l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1916, concernant la saisie, l'acquisition et la répartition des pommes de terre ;

- 8° de l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1916, réglementant l'achat et la cession de pommes de terre non encore récoltées ;
- 9° de l'arrêté grand-ducal du 3 octobre 1910, concernant l'utilisation de la récolte des pommes dans l'intérêt de l'alimentation du pays ;
- 10° de l'arrêté grand-ducal du 17 octobre 1916, portant modification de l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1916, concernant la saisie, l'acquisition et la répartition des pommes de terre ;
- 11° de l'arrêté grand-ducal du 30 octobre 1916, autorisant le Gouvernement à saisir et à exproprier toutes les provisions d'avoine provenant de récoltes antérieures à 1916 ;
- 12° de l'arrêté grand-ducal du 30 octobre 1916, autorisant le Gouvernement à saisir et à exproprier les provisions de pommes emmagasinées en vue de la revente ;
- 13° de l'arrêté grand-ducal du 31 juillet 1917, concernant le régime de la récolte de blé ;
- 14° de l'arrêté grand-ducal du 1<sup>er</sup> septembre 1917, concernant le régime de la récolte d'avoine, d'orge d'été, de sarrasin, de pois, de fèves, de féveroles et de lentilles ;
- 15° de l'arrêté grand-ducal du 20 septembre 1917, concernant le régime de la récolte de pommes de terre ;
- 16° de l'arrêté grand-ducal du 16 octobre 1917, concernant le régime des betteraves et des rutabagas ;
- 17° de l'arrêté du 30 mai 1940, concernant la saisie des denrées alimentaires, matières premières, demiproduits et produits finis nécessaires à la subsistance du pays ;
- 18° du règlement grand-ducal du 18 juillet 1972 complétant et modifiant le règlement grand-ducal modifié du 26 novembre 1964 relatif aux agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées alimentaires destinées à l'alimentation humaine, tel que ce dernier a été modifié lui-même par le règlement grand-ducal du 17 janvier 1968 ;
- 19° du règlement grand-ducal du 28 février 1975 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 26 novembre 1964 relatif aux agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées alimentaires destinées à l'alimentation humaine, tel que ce dernier a été modifié et complété lui-même par la suite ;
- 20° du règlement grand-ducal du 9 août 1980 concernant l'octroi d'une aide à la consommation de beurre ;
- 21° du règlement grand-ducal du 20 décembre 1990 relatif aux arômes destinés à être employés dans les denrées alimentaires ;
- 22° du règlement grand-ducal du 19 mars 1992 concernant les additifs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine ;
- 23° du règlement grand-ducal du 13 janvier 1994 relatif à la production et à la mise sur le marché de lait cru, de lait traité thermiquement et de produits à base de lait ;
- 24° du règlement grand-ducal du 19 mars 2008 concernant les préparations pour nourrissons et les préparations de suite

**20) 61.208**      Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 2016 fixant la liste des administrations et personnes morales de droit public pouvant demander un bulletin N°2 ou N°3 du casier judiciaire avec l'accord écrit ou électronique de la personne concernée

**21) 61.211**      Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 9 août 1980 concernant le Trophée National

- 22) 61.233**      Projet de règlement grand-ducal portant fixation du coefficient adaptant le salaire, traitement ou revenu moyen des années 1937, 1938 et 1939 devant servir de base de calcul des indemnités pour dommages de guerre corporels, aux rémunérations payées depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1944